

PARLEMENT EUROPÉEN

DOCUMENTS DE SÉANCE

1970 - 1971

27 AVRIL 1970

DOCUMENT 10

Rapport

fait au nom de la commission des affaires sociales et de la santé publique

sur le projet de règlement de la Commission des
Communautés européennes (doc. 190/69) relatif au
droit des travailleurs de demeurer sur le territoire d'un
État membre après y avoir occupé un emploi

Rapporteur: M. Behrendt

LIBRARY
EUROPEAN COMMUNITY
INFORMATION SERVICE
WASHINGTON, D. C.

Par lettre du 13 janvier 1970, la Commission des Communautés européennes a sollicité l'avis du Parlement européen sur un projet de règlement relatif au droit des travailleurs de demeurer sur le territoire d'un État membre après y avoir occupé un emploi.

En sa séance du 2 février 1970, le Parlement européen a renvoyé ce projet à la commission des affaires sociales et de la santé publique.

Le 3 février 1970, la commission des affaires sociales et de la santé publique a nommé M. Behrendt rapporteur sur ce projet de règlement.

La commission a examiné le projet de règlement de la Commission au cours de ses réunions des 2 et 18 mars 1970.

Au cours de la réunion du 19 mars 1970, elle a adopté la proposition de résolution, et l'exposé des motifs qui lui fait suite, à l'unanimité.

Étaient présents: MM. Müller, président, Behrendt, rapporteur, Berthoin, Boersma, Califice, Gerlach, Girardin, Glesener (suppléant M. Lucius), Jahn, Mitterdorfer (suppléant M. Santero), Ricci et Servais.

Sommaire

A — Proposition de résolution	3
B — Exposé des motifs	9
I — Considérations générales	9
II — Examen des principales dispositions du projet de règlement	9

A

La commission des affaires sociales et de la santé publique soumet sur la base de l'exposé des motifs ci-joint, au vote du Parlement européen, la proposition de résolution suivante:

Proposition de résolution

portant avis du Parlement européen sur le projet de règlement de la Commission des Communautés européennes relatif au droit des travailleurs de demeurer sur le territoire d'un État membre après y avoir occupé un emploi

Le Parlement européen,

- vu le projet de la Commission des Communautés européennes (COM (69) 1203/2),
- consulté par la Commission (doc. 190/69),
- vu le rapport de la commission des affaires sociales et de la santé publique (doc. 10/70),

1. Se félicite de l'initiative de la Commission de contribuer, par une nouvelle mesure, au perfectionnement de la libre circulation des travailleurs à l'intérieur de la Communauté;

2. Estime que la Commission a le devoir d'arrêter, conformément à l'article 48, paragraphe 3, d, du traité instituant la CEE, un règlement d'application précisant les dispositions relatives au droit des travailleurs de demeurer sur le territoire d'un État membre après y avoir occupé un emploi;

3. Approuve les éléments fondamentaux du projet de règlement;

4. Constate avec satisfaction que la reconnaissance du droit de séjour donne au travailleur l'assurance de pouvoir maintenir sa résidence dans l'État membre où il est installé au moment où il atteint l'âge de la retraite ou en cas d'incapacité de travail résultant d'un accident du travail ou d'une maladie professionnelle;

5. Invite la Commission à ne pas limiter la durée de validité du titre de séjour à cinq ans, mais à le délivrer pour une durée illimitée;

6. Estime que le projet de règlement doit être amélioré sur d'autres points et invite par conséquent la Commission à tenir compte des modifications proposées ci-après;

7. Invite sa commission compétente à contrôler attentivement si la Commission des Communautés européennes modifie sa proposition conformément aux modifications apportées par le Parlement européen et, le cas échéant, à lui faire rapport à ce sujet;

8. Charge son président de transmettre la présente résolution et le rapport de sa commission compétente à la Commission des Communautés européennes ainsi que, pour information, aux autorités compétentes des États membres.

Projet de règlement (CEE) de la Commission n° ... relatif au droit des travailleurs de
demeurer sur le territoire d'un État membre après y avoir occupé un emploi

LA COMMISSION DES COMMUNAUTÉS
EUROPÉENNES,

LA COMMISSION DES COMMUNAUTÉS
EUROPÉENNES,

vu le traité instituant la Communauté économique européenne, et notamment son article 48, paragraphe 3, d, et l'article 2 du protocole concernant le grand-duché de Luxembourg,

vu l'avis du Parlement européen,

vu l'avis du Comité économique et social,

considérant que le règlement (CEE) n° 1612/68 du Conseil ⁽¹⁾ et la directive (CEE) n° 68/360 du Conseil ⁽¹⁾ du 15 octobre 1968 ont permis, au terme d'une série de mesures de réalisation progressive, d'assurer la libre circulation des travailleurs; que le droit de séjour acquis par les travailleurs actifs a pour corollaire le droit reconnu par le traité auxdits travailleurs de demeurer sur le territoire d'un État membre après y avoir occupé un emploi; qu'il importe d'établir les conditions dans lesquelles ce droit peut s'exercer;

considérant que lesdits règlement et directive du Conseil contiennent les dispositions appropriées concernant le droit des travailleurs de séjourner sur le territoire d'un État membre afin d'y exercer un emploi; que le droit de demeurer visé à l'article 48, paragraphe 3, d, du traité s'analyse en conséquence comme le droit du travailleur de maintenir sa résidence sur le territoire d'un État membre lorsqu'il cesse d'y occuper un emploi;

considérant que la mobilité de la main-d'œuvre dans la Communauté implique que les travailleurs puissent occuper des emplois successivement dans plusieurs États membres sans s'en trouver défavorisés;

considérant qu'il importe au premier chef de garantir au travailleur résidant sur le territoire d'un État membre le droit de demeurer sur ce territoire au moment où il cesse d'y occuper un emploi en raison de la survenance de l'âge de la retraite ou d'une incapacité permanente de travail; mais qu'il importe également d'assurer ce droit au travailleur qui, après une certaine période d'emploi et de résidence sur le territoire d'un État membre, a occupé un emploi salarié sur le territoire d'un autre État membre tout en gardant sa résidence sur le territoire du premier État membre;

⁽¹⁾ JO n° L 257 du 19 octobre 1968.

considérant qu'il convient de tenir compte dans la détermination des conditions nécessaires pour l'ouverture du droit de demeurer des raisons qui ont motivé la cessation d'activité sur le territoire de l'État membre considéré, et notamment de la différence entre la retraite, terme normal et prévisible de la vie professionnelle, et l'incapacité de travail entraînant une cessation d'activité imprévisible et prématurée; que des conditions particulières doivent être retenues lorsque la cessation d'activité résulte d'un accident du travail ou d'une maladie professionnelle, ou bien lorsque le conjoint du travailleur est ou a été ressortissant de l'État membre considéré;

considérant que le travailleur parvenu au terme de sa vie active doit disposer d'un délai suffisant avant de décider où il entend fixer sa résidence définitive;

considérant que l'exercice par le travailleur du droit de demeurer implique que ce droit soit étendu aux membres de sa famille; qu'en cas de décès du travailleur au cours de sa vie active, le maintien du droit de séjour des membres de sa famille doit être également reconnu et faire l'objet de conditions particulières,

A ARRÊTÉ LE PRÉSENT RÈGLEMENT:

A ARRÊTÉ LE PRÉSENT RÈGLEMENT:

Article 1

Les dispositions du présent règlement sont applicables aux ressortissants d'un État membre qui ont été occupés en tant que travailleurs salariés sur le territoire d'un autre État membre, ainsi qu'aux membres de leur famille.

Article 2

1. A le droit de demeurer sur le territoire d'un État membre:

- a) le travailleur qui, au moment où il pourrait prétendre à une pension de vieillesse en vertu de la législation de cet État ou, le cas échéant, à une date ultérieure à laquelle il cesse son activité, y occupe un emploi depuis 12 mois au moins et y réside d'une façon continue depuis plus de 3 ans;
- b) le travailleur qui, résidant d'une façon continue sur le territoire de cet État depuis plus de 2 ans, cesse d'y occuper un emploi salarié à la suite d'une incapacité permanente de travail.

Si l'incapacité permanente de travail résulte d'un accident du travail ou d'une maladie professionnelle ouvrant droit à une rente en-

tièrement ou partiellement à charge d'une institution de cet État membre, aucune condition de durée de résidence n'est requise;

- c) le travailleur qui, après 3 ans d'emploi et de résidence continue sur le territoire de cet État, occupe un emploi de salarié sur le territoire d'un autre État membre limitrophe, tout en gardant sa résidence sur le territoire du premier État membre où il retourne en principe chaque jour ou au moins une fois par semaine.

Les périodes d'emploi accomplies dans ces conditions sont considérées, aux fins de l'acquisition des droits prévus aux alinéas a et b ci-dessus, comme accomplies sur le territoire de l'État de résidence.

2. Les conditions de durée de résidence et d'emploi prévues au paragraphe 1 a et la condition de durée de résidence prévue au paragraphe 1 b, ne sont pas requises si le conjoint du travailleur:

- est ressortissant de l'État membre visé,
- ou a perdu la nationalité de cet État à la suite de son mariage avec l'intéressé.

Article 3

Les membres de la famille d'un travailleur qui résident avec lui sur le territoire d'un État membre en vertu des dispositions du règlement (CEE) 1612/68 ont le droit de demeurer:

- a) si le travailleur y a acquis le droit de demeurer conformément à l'article 2;
- b) si le travailleur étant décédé au cours de sa vie active:
- il résidait, à la date de son décès, de façon continue sur le territoire de cet État membre depuis au moins 2 années,
 - ou bien son décès est dû aux suites d'un accident du travail ou d'une maladie professionnelle,
 - ou bien le conjoint survivant est ressortissant de l'État de résidence ou a perdu la nationalité de cet État à la suite de son mariage avec ledit travailleur.

Article 4

1. La continuité de la résidence au sens des articles 2, paragraphe 1 et 3 b est attestée par tout moyen de preuve en usage dans le pays de résidence. Elle n'est pas affectée par des absences temporaires inférieures à 3 mois par an, ni par les absences d'une durée supérieure motivées par l'ac-

complissement d'obligations militaires. Toutefois, ces dernières ne sont pas prises en compte pour le calcul de la durée de résidence.

2. Les périodes de chômage involontaire dûment constatées par le bureau de main-d'œuvre compétent et les absences pour cause de maladie ou accident sont considérées comme périodes d'emploi au sens de l'article 2, paragraphe 1.

Article 5

Le droit de demeurer doit être exercé par l'intéressé dans un délai de *18 mois* depuis le moment où ce droit a été ouvert en application de l'article 2, paragraphe 1 a et b et de l'article 3. Les interruptions de séjour constatées au cours de ce délai ne préjugent pas le droit de demeurer.

Article 5

1. Le « droit de demeurer » doit être exercé par l'intéressé dans un délai de **deux ans** depuis le moment où ce droit a été ouvert en application de l'article 2, paragraphe 1 a et b et de l'article 3. Les interruptions de séjour constatées au cours de ce délai ne préjugent pas le droit de demeurer.

2. **L'exercice du droit de demeurer dans le pays d'accueil ne doit être soumis à aucune formalité, même si le bénéficiaire manifeste sa volonté de demeurer dans le pays uniquement par son comportement, sans déclaration formelle.**

Article 6

1. Le titre de séjour des personnes bénéficiaires du présent règlement:

- a) est délivré et renouvelé à titre gratuit ou contre versement d'une somme ne dépassant pas les droits et taxes exigés pour la délivrance des cartes d'identité aux nationaux;
- b) doit être valable pour l'ensemble du territoire de l'État membre qui l'a délivré;
- c) doit avoir une validité *de 5 ans au moins et être automatiquement renouvelable.*

2. Les interruptions de séjour ne dépassant pas 6 mois consécutifs n'affectent pas la validité du titre de séjour.

Article 6

1. Le titre de séjour des personnes bénéficiaires du présent règlement:

- a) est délivré et renouvelé à titre gratuit ou contre versement d'une somme ne dépassant pas les droits et taxes exigés pour la délivrance des cartes d'identité aux nationaux;
- b) doit être valable pour l'ensemble du territoire de l'État membre qui l'a délivré;
- c) doit avoir une validité **illimitée.**

2. inchangé

Article 7

Les garanties d'égalité de traitement reconnues par les articles 7, paragraphes 2 et 3, 9 et 12 du règlement 1612/68 et qui ne sont pas directement liées à l'exercice d'un emploi, sont maintenues en faveur des bénéficiaires du présent règlement.

Article 8

1. Le présent règlement ne porte pas atteinte aux dispositions de droit interne d'un État membre plus favorables aux travailleurs des autres États membres et aux membres de leur famille.
2. Les États membres favorisent l'admission sur leur territoire des travailleurs qui l'avaient quitté après y avoir résidé d'une façon permanente pendant une période de longue durée et après y avoir occupé un emploi et qui désirent y retourner lorsqu'ils ont atteint l'âge de la retraite ou en cas d'incapacité permanente de travail.

Article 9 ⁽¹⁾

1. La Commission, compte tenu de l'évolution de la situation démographique du grand-duché de Luxembourg peut, sur demande de cet État, établir des conditions différentes de celles prévues au présent règlement, pour l'exercice du droit de demeurer sur le territoire luxembourgeois.
2. Dans un délai de 2 mois, après avoir été saisie de la demande fournissant toutes les indications appropriées, la Commission prend une décision motivée.

Elle notifie cette décision au grand-duché de Luxembourg et en informe les autres États membres.

Le présent règlement est obligatoire dans tous ses éléments et directement applicable dans tout État membre.

⁽¹⁾ La modification apportée à ces deux paragraphes ne concerne que les textes allemand et néerlandais.

B

EXPOSÉ DES MOTIFS

I — Considérations générales

1. Par lettre du 13 janvier 1970, le président de la Commission a transmis au Parlement européen, pour l'information de ses membres, le projet de règlement à l'examen en demandant, d'autre part, au Parlement de faire connaître son avis sur ce document. Il s'agit, en l'occurrence, d'une *consultation facultative* sur un règlement d'application qui doit être arrêté par la *Commission*.

Cette compétence de la Commission découle de l'article 48, paragraphe 3 d du traité de la CEE, aux termes duquel la libre circulation confère aux travailleurs le droit « de demeurer, dans des conditions qui feront l'objet de règlements d'application établis par la Commission, sur le territoire d'un État membre après y avoir occupé un emploi ».

2. La Commission a élaboré le projet à l'examen après avoir demandé l'avis du Comité consultatif pour la libre circulation et consulté les représentants des gouvernements. En vertu de l'article 24 du règlement (CEE) n° 1612/68 du Conseil, du 15 octobre 1968, relatif à la libre circulation des travailleurs à l'intérieur de la Communauté (1), le Comité consultatif est chargé « d'assister la Commission dans l'examen des questions que soulève l'exécution du traité et des mesures prises pour son application en matière de libre circulation et d'emploi des travailleurs ».

3. La directive du Conseil du 15 octobre 1968, relative à la suppression des restrictions au déplacement et au séjour des travailleurs des États membres et de leur famille, à l'intérieur de la Communauté (2), régit le droit des travailleurs « de séjourner dans un des États membres afin d'y exercer un emploi conformément aux dispositions législatives, réglementaires et administratives régissant l'emploi des travailleurs nationaux » (article 48, paragraphe 3 c du traité de la CEE). Conformément à cette directive, le droit de séjour s'étend également aux cas des travailleurs qui temporaire-

ment ne peuvent exercer leur activité à la suite de chômage involontaire, de maladie ou d'accident.

4. Les dispositions du règlement à l'étude s'appliquent en premier lieu aux travailleurs dont on peut présumer qu'ils *ont cessé définitivement d'exercer une activité professionnelle*. Il en est normalement ainsi dans deux cas:

- lorsque le travailleur atteint l'âge de la retraite,
- lorsque le travailleur est frappé d'une incapacité permanente de travail.

Il s'agit donc en l'occurrence d'un *droit de séjour*, qui garantit au travailleur la possibilité de maintenir sa résidence dans le pays où il est installé au moment où il atteint l'âge de la retraite ou bien encore au moment où il est frappé d'incapacité de travail. En pratique, ce droit se concrétise par le renouvellement automatique du titre de séjour, qui avait été délivré à l'intéressé en sa qualité de travailleur.

II — Examen des principales dispositions du projet de règlement

5. L'article 1 définit le champ d'application du règlement: ses dispositions sont applicables aux ressortissants d'un État membre qui ont été occupés en tant que travailleurs salariés sur le territoire d'un autre État membre, ainsi qu'aux *membres de leur famille*.

6. L'article 2 détermine les cas dans lesquels le travailleur peut prétendre au droit de demeurer sur le territoire d'un État membre, et les conditions d'exercice de ce droit. A ce droit:

- a) le travailleur qui, au moment où il peut *prétendre à une pension de vieillesse* en vertu de la législation de cet État ou à une date ultérieure à laquelle il cesse son activité,
 - y occupe un emploi depuis 12 mois au moins *et*
 - y réside d'une façon continue depuis plus de trois ans;

(1) JO n° L 257 du 19 octobre 1968, p. 8.

(2) Ibidem p. 13.

b) le travailleur qui doit cesser d'exercer son activité à la suite d'une *incapacité permanente de travail*,

— si cette incapacité résulte d'un accident du travail ou d'une maladie professionnelle ouvrant droit à une rente entièrement ou partiellement à charge d'une institution du pays d'accueil ou

— s'il réside dans ce pays d'une façon continue *depuis plus de deux ans*;

c) le travailleur qui, après trois ans d'emploi et de résidence continue dans le pays d'accueil, occupe un emploi sur le territoire d'un autre État membre, tout en gardant sa résidence sur le territoire du premier État membre où il retourne en principe chaque jour ou au moins une fois par semaine (frontalier).

7. Quant aux conditions d'exercice du droit pour le travailleur de demeurer sur le territoire d'un État membre après y avoir occupé un emploi, la Commission part du principe selon lequel ce droit ne peut être reconnu au travailleur que sous réserve que le séjour de celui-ci sur le territoire du pays d'accueil ne soit pas occasionnel. La Commission entend ainsi éviter qu'il soit fait un usage abusif de ce droit et que, par exemple, des travailleurs s'établissent sur le territoire d'un État membre à seul dessein d'y occuper un logement cependant qu'ils exercent leur activité dans un autre pays. Le règlement exige donc une durée minimale de résidence et d'emploi au moment où intervient la cessation d'activité. Ces conditions sont toutefois différentes selon que le travailleur a atteint l'âge de la retraite ou qu'il a été frappé d'une incapacité permanente de travail. Dans ce dernier cas, la vie active du travailleur a été interrompue de façon prématurée et imprévisible. Ainsi que la Commission le constate dans l'exposé des motifs de son projet de règlement, il y a lieu de considérer comme définitive l'installation dans le pays d'accueil du travailleur frappé d'incapacité permanente de travail, même si cette installation était de date relativement récente. En outre, la Commission considère, à juste titre d'ailleurs, que dans ce cas le risque d'abus est exclu. En conséquence, pour ces travailleurs, la Commission renonce à exiger la condition de durée d'emploi et ramène de trois (dans le cas de retraités) à deux ans la durée de résidence exigée pour la reconnaissance du droit de séjour, cette condition étant supprimée lorsque l'incapacité de travail résulte d'un accident du travail ou d'une maladie professionnelle.

8. Des membres de la commission des affaires sociales et de la santé publique ont soulevé la question de savoir si, pour les travailleurs qui doivent cesser définitivement leur activité à la suite d'une maladie ou d'un accident (et non pas à la suite d'une maladie professionnelle ou d'un accident du travail), une durée de résidence d'une *année* ne pourrait pas être considérée comme suf-

fisante. En l'occurrence, étant donné que l'incapacité permanente de travail était imprévisible, un usage abusif de l'exercice du droit de demeurer sur le territoire du pays d'accueil après cessation d'activité est exclu.

C'est pourquoi votre commission se prononce en principe pour la réduction du délai à un an, car elle est convaincue que ce délai suffit pour empêcher tout abus de ce droit par un travailleur frappé d'une incapacité permanente de travail. Elle renonce toutefois à présenter une proposition formelle de modification, étant donné que le délai de deux ans prévu par la Commission représente déjà un progrès appréciable par rapport à l'article 7 de la convention européenne d'assistance sociale et médicale adoptée par le Conseil de l'Europe. Aux termes de cet article, les ressortissants d'un autre État contractant ne peuvent pas être rapatriés, pour le seul motif qu'ils ont besoin d'assistance,

— s'ils sont entrés dans le pays d'accueil avant d'avoir atteint l'âge de 55 ans et y ont résidé au moins pendant *cinq* ans ou

— s'ils sont entrés dans le pays d'accueil après avoir atteint cet âge et y ont résidé au moins pendant *dix* ans.

9. Conformément à l'article 2, paragraphe 2, les conditions d'exercice du droit de séjour (durée de résidence et d'emploi) ne sont pas requises si le conjoint du travailleur

— est ressortissant du pays d'accueil ou

— s'il a perdu la nationalité de ce pays à la suite de son mariage avec l'intéressé.

10. L'article 3 détermine les conditions dans lesquelles les *membres de la famille* d'un travailleur ont le droit de demeurer sur le territoire du pays d'accueil.

Ce droit leur est reconnu si le travailleur a acquis le droit de demeurer dans le pays d'accueil conformément à l'article 2. Il leur est également reconnu si le travailleur est décédé au cours de sa vie active, à la condition que

— son décès soit dû aux suites d'un accident du travail ou d'une maladie professionnelle, ou bien que

— le conjoint survivant possède la nationalité du pays d'accueil ou ait perdu la nationalité de cet État à la suite de son mariage avec ledit travailleur, ou encore que

— le travailleur ait résidé, à l'époque de son décès, de façon continue dans le pays d'accueil depuis au moins deux années.

Par souci d'équité, cette dernière condition (durée de séjour de deux ans) devrait être ramenée à un an au cas où la Commission déciderait de réduire le délai prévu à l'article 2 paragraphe 1 b) (voir le paragraphe 8 du présent rapport).

11. Conformément à l'article 4, paragraphe 1, la continuité de la résidence des travailleurs est attestée par tout moyen de preuve en usage dans le pays de résidence. Elle n'est pas affectée par des absences temporaires inférieures à trois mois par an ni par les absences justifiées par l'accomplissement d'obligations militaires. Toutefois, ces dernières ne sont pas prises en compte pour le calcul de la durée de résidence.

Le paragraphe 2 de l'article 4 dispose que les périodes de chômage involontaire régulièrement constatées et les absences dues à la maladie ou à un accident sont considérées comme période d'emploi. Cette disposition vaut pour le calcul de la durée d'emploi minimum de 12 mois prévue à l'article 2 paragraphe 1 a). En formulant cette disposition, la Commission, comme elle le dit d'ailleurs dans l'exposé des motifs, a surtout songé aux *travailleurs âgés* qui ont souvent des difficultés à conserver leur emploi jusqu'à l'âge de la retraite.

12. Conformément à l'article 5, le droit, pour les travailleurs et les membres de leur famille, de demeurer dans le pays d'accueil doit être exercé dans un délai de 18 mois à dater du moment où ce droit a été ouvert.

Certains membres de votre commission ont proposé de supprimer cette disposition afin de laisser au travailleur la possibilité d'user de ce droit également à une date ultérieure. Le représentant de l'exécutif a objecté que les États membres n'accepteraient pas un délai illimité. Après une longue discussion, votre commission est convenue d'étendre le délai de 18 mois à *2 ans*, étant donné que cette durée lui paraissait la plus appropriée.

13. Votre commission demande aux autorités compétentes de délivrer dans un délai approprié les documents indispensables au travailleur pour lui permettre d'attester que les conditions de l'exercice du droit de demeurer dans le pays d'accueil sont remplies. Ainsi seulement il sera possible de satisfaire à l'exigence formulée dans l'avant-dernier considérant, à savoir la nécessité de laisser au travailleur parvenu au terme de sa vie active un délai suffisant pour choisir sa résidence définitive.

En conséquence, votre commission invite l'exécutif à compléter l'article 5 en y ajoutant le paragraphe 2 suivant:

« 2. L'exercice du droit de demeurer dans le pays d'accueil ne doit être soumis à aucune formalité, même si le bénéficiaire manifeste sa volonté de demeurer dans le pays uniquement par son comportement, sans déclaration formelle. »

14. L'article 6 règle les conditions financières de l'octroi et du renouvellement du titre de séjour.

Votre commission a estimé qu'il convenait de donner à ce titre, qui, en vertu de l'article 6, paragraphe 1 c), doit être délivré pour une durée mini-

mum de 5 ans, une validité illimitée. Cette conception se fonde sur le fait que le droit de demeurer dans le pays d'accueil ne peut être retiré dès lors que les conditions définies à l'article 2 de la proposition de règlement sont remplies.

C'est pourquoi votre commission estime qu'il faut rédiger comme suit l'article 6, paragraphe 1, c): « (Le titre de séjour) doit avoir une validité illimitée. »

Au cas où, contrairement à toute attente, la Commission ne déférerait pas à ce vœu, votre commission demande que le montant exigible pour le renouvellement du titre de séjour corresponde tout au plus à celui du *renouvellement* des cartes d'identité des ressortissants nationaux, étant donné que les droits et taxes exigés pour la *délivrance* de ces cartes sont plus élevés. En conséquence, l'article 6, paragraphe 1 a) devrait avoir le libellé suivant: « (Le titre de séjour) doit être délivré ou renouvelé à titre gratuit ou contre versement d'une somme ne dépassant pas les droits et taxes exigés pour la *délivrance ou le renouvellement* des cartes d'identité aux nationaux. » La Commission a d'ailleurs confirmé qu'elle modifierait le texte du règlement en ce sens.

15. Les personnes auxquelles s'applique le règlement à l'étude ont également droit, conformément à l'article 7, aux *garanties d'égalité de traitement* sanctionnées par le règlement 1612/68, pour autant que ces garanties ne sont pas directement liées à l'exercice d'un emploi. Ces personnes ont par conséquent:

- les mêmes avantages sociaux et fiscaux que les travailleurs nationaux,
- accès à l'enseignement des écoles professionnelles et des centres de rééducation,
- le droit à un logement décent,
- leurs enfants sont admis, dans les mêmes conditions que les nationaux, aux cours d'enseignement général, d'apprentissage et de formation professionnelle.

Votre commission approuve ces dispositions.

16. L'article 8 stipule à juste titre que le règlement sous revue ne porte pas atteinte aux dispositions de droit interne d'un État membre, si celles-ci sont plus favorables aux travailleurs des autres États membres et aux membres de leur famille.

Aux termes de l'article 8, paragraphe 2, « les États membres favorisent l'admission sur leur territoire des travailleurs qui l'avaient quitté après y avoir résidé d'une façon permanente pendant une période de longue durée et après y avoir occupé un emploi et qui désirent y retourner lorsqu'ils ont atteint l'âge de la retraite ou en cas d'incapacité permanente de travail ». Dans l'exposé des motifs, la Commission précise à ce propos qu'elle a estimé que les États membres se devaient d'aider

de manière appropriée les travailleurs à réaliser ce désir, mais qu'il convenait de ne pas leur imposer une disposition contraignante.

Votre commission doute, toutefois, qu'une disposition formulée de manière aussi générale que celle de l'article 8, paragraphe 2, de la proposition de règlement puisse produire les effets que l'exécutif en attend.

Il reste à voir si, dans ce domaine, il ne sera pas nécessaire d'arrêter ultérieurement des dispositions contraignantes ou bien de lever, dans le cadre d'une réglementation plus étendue, les restrictions qui subsistent encore en matière de libre circulation.

17. Les dispositions de l'article 9 du règlement découlent de l'article 2 du protocole concernant le grand-duché de Luxembourg qui est rédigé comme suit: « Lors de l'établissement des règlements prévus par l'article 48, paragraphe 3 du traité, relatif à la libre circulation des travailleurs, la Commission tient compte, en ce qui concerne le grand-duché de Luxembourg, de la situation démographique particulière de ce pays. »

Le règlement à l'examen stipule en conséquence que la Commission, compte tenu de l'évolution de la situation démographique du grand-duché de Luxembourg, peut, *sur demande de cet État*, établir des conditions *différentes* de celles prévues au présent règlement, pour l'exercice du droit de demeurer sur le territoire luxembourgeois.

Votre commission insiste sur le fait que, dans ce contexte, il pourrait uniquement s'agir de dispositions plus *restrictives*.

Dans un délai de deux mois, à compter du moment où elle a été saisie de la demande fournissant toutes les indications appropriées, la Commission prend une décision motivée. L'expression « *Beschluß fassen* » doit être remplacée par « *Entscheidung treffen* » ⁽¹⁾, la Commission ayant effectivement pouvoir de décision en la matière.

La Commission a marqué son accord sur cette modification.

⁽¹⁾ Cette modification ne concerne que les textes allemand et néerlandais.